

## **Texte d'intention du groupe de travail Action culturelle :**

Face aux difficultés des films (notamment) documentaires à trouver une exposition durable en salle, la séance-rencontre (ou projection-débat) a encore de beaux jours devant elle. C'est déjà vrai pour les quelques films documentaires qui se frayent un chemin dans la jungle des sorties en salle, de plus en plus souvent programmés lors de séances ponctuelles. La situation est encore plus flagrante pour tous ces autres films qui n'ont pas la chance de bénéficier de l'accompagnement d'un distributeur. Ces derniers seraient condamnés à disparaître après leur découverte par les grands festivals si plusieurs dizaines d'acteurs locaux ne relayaient leur diffusion sur l'ensemble du territoire national. Cela se passe à l'occasion d'une multitude d'événements ponctuels ou de rendez-vous réguliers, souvent en partenariat avec une salle de cinéma, parfois jusqu'à plusieurs années après leur réalisation, en dehors de toute actualité liée à leur carrière.

Si la projection-débat est devenue un emblème - sinon une tarte à la crème - de l'action culturelle cinéma, les formes que revêt celle-ci, et surtout les contextes dans lesquels elle s'exerce, sont multiples. Le territoire français foisonne d'initiatives locales de soutien au cinéma documentaire. Associations de diffusion, médiathèques, festivals, ciné-clubs, réseaux de cinéma itinérants, autant de petites structures qui bien souvent avec le peu d'argent qu'elles ont, soulèvent des montagnes : invitation des cinéastes et autres intervenants qu'il faut transporter, héberger, nourrir et si possible défrayer, films qu'il faut acheminer, louer et parfois sous-titrer, si ce n'est le matériel de projection lui-même qu'il faut installer, flyers qu'il faut réaliser, imprimer et diffuser etc. Autant d'efforts qui sont souvent une aubaine pour les lieux qui accueillent ces initiatives « clé en main ». Autant d'initiatives qui, faute de reconnaissance aussi, sont souvent reléguées à la marge voire à la « clandestinité » (cas des films sans visa, par exemple).

Ce travail au long cours, trop souvent ignoré, y compris par le Rapport Auclair qui – à l'exception des festivals - ne fait aucune allusion à toutes ces structures de diffusion (dont la principale mission est bien pourtant d'oeuvrer en faveur de « la rencontre des films et des spectateurs, la circulation des films et la formation du public au regard sur le cinéma »), le RED entend aujourd'hui le rendre plus visible, le faire (re)connaître.

C'est pourquoi, à l'initiative de quelques-uns d'entre nous, un groupe « Action culturelle » s'est constitué dans le but de valoriser le travail de l'ensemble des acteurs locaux de la diffusion du cinéma documentaire, dont une large minorité est déjà regroupée au sein du RED.

Dans un premier temps, il nous a paru important de dresser un état des lieux des diverses initiatives menées par les structures concernées au sein même du RED, en s'attachant en particulier à l'état des relations entre la structure organisatrice et le partenaire accueillant. En effet, il nous a semblé qu'ici plus qu'ailleurs, le bât blessait. Afin de nous y aider, un questionnaire a été soumis aux membres du RED.

Une synthèse de cette étude sera mise en ligne après recueil et traitement des données.

Pour toute question concernant le groupe de travail Action Culturelle, merci de contacter [\*\*actionculturelleRED@film-documentaire.fr\*\*](mailto:actionculturelleRED@film-documentaire.fr)

En vous remerciant d'avance pour votre précieuse collaboration,

Le groupe Action culturelle : Inès Compan (Le Hamac Rouge), Hélène Coppel (Documentaire sur Grand Ecran), Marianne Geslin (film-documentaire.fr), Méryl Moine (ADDOC), Michèle Soullignac (Périphérie), Vanina Vignal (ADDOC)